

Questions orales

LES GRAINS

L'OPPORTUNITÉ DE NÉGOCIATIONS AVEC LES PAYS ARABES
POUR L'ÉCHANGE DE BLÉ CONTRE DU PÉTROLE

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre responsable de la Commission du blé. Vu la réponse donnée par le premier ministre, vendredi, à ma question concernant l'échange de notre blé contre du pétrole avec les pays arabes, à la suite de ventes récentes d'environ 165 millions de dollars, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement, ou lui-même, est disposé à négocier avec les pays arabes producteurs de pétrole comme l'a fait la France, qui a conclu récemment un accord à long terme en vertu duquel elle doit échanger des avions Mirage et d'autres armements contre 40 millions de tonnes de pétrole, au cours des 20 prochaines années?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, nous sommes prêts à envisager toute entente commerciale possible.

● (1450)

M. Jelinek: Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre peut répondre à ma question et dire si, en fait, il est en train de négocier avec les États arabes au sujet de cet échange possible?

M. Lang: Non, monsieur l'Orateur. Aucune négociation du genre n'est en cours à l'heure actuelle.

LE CHARGEMENT DES WAGONS AUX SILOS RURAUX—
DEMANDE D'ACCÉLÉRATION DU SERVICE

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Étant donné que les expéditions de céréales des élévateurs ruraux sont inférieures de 125 millions de boisseaux à celles de l'an dernier, et que les agents d'élévateurs sont censés charger les wagons pendant les fins de semaine et les tempêtes, j'aimerais demander au ministre pourquoi des wagons chargés demeurent parfois plusieurs semaines sur les voies de service?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, il s'agit là d'une situation que chacun déplore et tente d'éviter. Les chemins de fer ramassent habituellement les wagons selon un horaire qui ne prévoit pas une situation pareille, mais, évidemment, cela peut se produire de temps en temps.

M. Korchinski: Le ministre a-t-il l'intention d'avoir des consultations immédiatement avec les chemins de fer, afin de voir ce qu'ils sont en mesure de faire pour remédier à cette situation et à ce retard?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je serais reconnaissant au député de bien vouloir me fournir les détails précis de la situation à laquelle il fait allusion. Nous sommes en consultation constante avec tous ceux qui s'occupent du transport du grain afin d'avoir tout le matériel voulu pour le transport du grain.

* * *

LES AÉROPORTS

PICKERING—DEMANDE DE MODIFICATION DU MANDAT DE LA
COMMISSION D'ENQUÊTE

M. Ron Atkey (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question pour le ministre des Transports. Compte

[M. Sharp.]

tenu des restrictions prévues dans le décret du Conseil établissant la Commission d'enquête sur l'aéroport de Pickering, qui limitent son mandat uniquement à l'obtention de nouvelles preuves relatives à sa nécessité et à son emplacement, et eu égard à la discrimination et aux règles injustes adoptées par la Commission en matière de preuves, de rétributions et de frais des témoins, le ministre envisage-t-il de rédiger à nouveau ce décret du Conseil en vue de permettre la tenue d'une enquête publique, juste et équitable, sur toute cette question de l'aéroport, ce qui ne sera peut-être pas possible en vertu du mandat actuel de la Commission?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai aucune raison de croire que le mandat de la Commission est inéquitable. C'est là l'opinion du député. Je n'ai pas l'intention d'intervenir là-dessus. Il s'agit d'une commission indépendante, établie aux termes de la loi sur les enquêtes. Elle possède tout les pouvoirs prévus par la loi, et je n'ai nullement l'intention d'intervenir maintenant.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ASSOCIATION DES ARMATEURS
AU SUJET DE L'AVALISATION DES PRÊTS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'aurais une ou deux questions à poser au ministre des Transports, bien que je ne l'en ai avisé que peu avant l'ouverture de la séance. Pourrait-il nous préciser quel est l'état actuel des négociations entreprises entre son ministère, celui des Finances, le Conseil du Trésor et l'Association des armateurs en ce qui a trait à l'obtention d'emprunts de l'ordre de 10 ou de 12 millions de dollars pour couvrir le déficit de cette association?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la dernière fois que j'ai entendu parler de cette question—et je peux obtenir plus de précision d'ici demain—aucune entente n'avait été conclue entre la banque et le Conseil des ports nationaux, lequel négocie actuellement avec l'aide du ministère des Finances.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La présidence accordera la parole au député pour une question supplémentaire; cependant, la période des questions touche à sa fin et je devrai consulter le chef de l'opposition avant de passer à l'ordre du jour.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, mon inquiétude, que j'exprime dans ma deuxième question supplémentaire au ministre des Transports, est de voir se produire une chose injustifiée à la lumière de l'augmentation de 75c. la tonne appliquée par le port de Halifax en regard du déficit de 12 millions de dollars pour les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec. Par cette question supplémentaire, j'aimerais demander au ministre s'il peut nous donner son assurance personnelle qu'aucune entente privée n'a été conclue avec l'Association des armateurs au sujet de ce déficit et que tout accord conclu par ses collaborateurs au nom du ministre ou au nom du ministre des Finances, ne sera pas le résultat d'accords antérieurs.